

**GUIDE PRATIQUE
POUR LES SUISSES
QUI SOUHAITENT S'INSTALLER
EN ITALIE**

1ère Edition
Juillet 2006

SOMMAIRE

1. A qui s'adresser. Le choix du bon consultant.....	3
2. Le choix du statut : Bureau de liaison, représentant fiscal, établissement stable, succursale ou société ?.....	5
3. Le siège social.....	8
4. Les démarches administratives et les délais pour l'immatriculation de la société.....	8
5. Le système comptable.....	9
6. Les impôts.....	9
7. Les contributions sociales et les retenues à la source.....	11
8. Le paiement des impôts et des contributions sociales. Modalité de paiement.....	12
9. Le régime fiscal.....	13
10. La déclaration annuelle des résultats.....	13
11. La transmission des déclarations par voie télématique.....	13
12. Le contrôle et la vérification fiscale.....	13
13. Black List (article 110 TUIR alinea 7,10 et 11).....	14
14. « Elusione fiscale » ou Pays à basse fiscalité	15
15. Condition de réciprocité.....	15

DEBUTER EN ITALIE

16. A qui s'adresser. Le choix du bon consultant

- a. **Le notaire** : à partir de la rédaction et jusqu'au dépôt du statut pour la constitution de la société, et pour tous les actes successifs de modifications statutaires qui relèvent de la compétence d'une assemblée générale extraordinaire, de la cessions des parts sociales, de la dissolution de la société etc., sa présence est inévitable et il vous accompagnera durant toute la vie de la société.
- b. **L'avocat** : à partir de la phase de l'installation de la société, l'avocat, à condition qu'il soit spécialisé dans le droit commercial, est capable de fournir toutes les informations sur les différents types de sociétés qui existent en Italie (qui par ailleurs sont équivalentes à celles qui existent en Suisse) en permettant d'effectuer un choix précis de la structure la plus adaptée à l'installation de la société étrangère (représentation fiscale, établissement stable, succursale, recherche de partenaires, acquisition d'une structure existante).

Au stade de la réalisation du projet d'installation et au cours de toute la vie de la société, l'avocat interviendra pour la rédaction des actes juridiques nécessaires (contrats commerciaux, de locations, de distributions, de franchising, pour les contentieux etc.) en collaboration, en l'occurrence, avec les autres professionnels tels que le notaire pour la constitution de la société.

L'activité de l'avocat est distincte de celle du notaire et incompatible avec celle-ci.

- c. **L'expert-comptable** : en Italie il en existe deux catégories, la catégorie des « Dottori Commercialisti » et la catégorie des « Ragioneri Commercialisti ». Ici il faut être attentif parce qu'il existe aussi d'autres « Commercialisti » : ces derniers sont extrêmement nombreux et sans avoir le titre de « Dottori » ou de « Ragioneri », et par conséquent n'étant pas inscrit à l'Ordre des experts-comptables ou au collège des « Ragioneri et Periti Commercialisti » et n'étant pas soumis à une déontologie particulière, pour autant étant autorisés par l'administration fiscale, ils n'offrent pas les mêmes garanties que ceux inscrits à l'Ordre ou au Collège.

Récemment (28 juin 2005) il a été constitué un organisme qui regroupe les professionnels ayant les titres de Dottori ou Ragioneri dans le nouvel Ordre « dei Dottori Commercialisti ed Esperti Contabili ». S'il n'y a pas de report, ce nouvel Ordre entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2008.

L'Expert-comptable est bien présent dans la gestion quotidienne de l'entreprise : il est en pratique le confident des affaires du titulaire et lui fournit un soutien pas seulement comptable et fiscal mais aussi social, juridique et, certaine fois, commercial.

Le choix d'un bon « Dottore Commercialista » ou « ragioniere commercialista » a un rôle déterminant dans le bon fonctionnement de l'entreprise.

Généralement (cela n'est pas obligatoire mais fortement conseillé) l'expert-comptable propose au client un accord écrit qui définit les relations entre le cabinet et le client.

Un tel accord peut comporter les points suivants (selon le modèle français) :

- Les missions d'attestations,
- autre missions

Pour ce qui est des missions d'attestations, celles-ci se subdivisent en : révision, examen limité.

Leur but est de fournir de la part de l'expert comptable une attestation qui confirme la fiabilité des comptes présentés : concernant la différence entre la mission de révision et celle d'examen limité, on peut dire que toutes les deux sont des missions de révisions mais seulement la mission de révision prend en compte l'analyse du stock.

Pour ce qui est des autres missions, celles-ci ont une forme libre et reprennent généralement toutes les missions non prévues par les missions précédentes ; entre autre, celles-ci concernent la tenue de la comptabilité, les déclarations fiscales y afférentes, la rédaction des bulletins de paie, la tenue des livres sociaux ainsi que la surveillance extérieure. Il est fortement conseillé de détailler la partie gérée par le Cabinet vis-à-vis des tâches qui incombent au client ou qui sont en commun.

Le contrat de travail : n'est pas obligatoirement fait par un avocat, et bien souvent les avocats ne sont pas des spécialistes de la matière sociales. C'est pourquoi le contrat de travail est très souvent fait par l'expert-comptable ou bien le « Consulente del lavoro ».

Autres tâches : En étant agréementé par l'Agenzia delle Entrate italienne, l'expert-comptable est de plus en plus incontournable dans la vie quotidienne des sociétés :

- Demande d'attribution du numéro de TVA auprès de l'Agenzia delle Entrate
- Dépôt des comptes annuels
- Formalités auprès du registre des sociétés auprès de la CCIAA (Chambre de Commerce – RI)
- Télétransmission des déclarations fiscales des sociétés et des personnes physiques.
- Télétransmission et Télépaiement de tous les impôts et taxes qui sont déclarés sur le formulaire F24

- d. « **Il consulente del lavoro :** c'est le technicien en matière de préparation des bulletins de paie et, plus généralement, relatif à l'administration du personnel ; la profession est reconnue et institutionnalisée par une loi qui définit les conditions d'inscriptions à l'Ordre.

Les experts-comptables et les « Ragioneri Commercialisti », tout en ayant le droit d'exercer cette activité, préfèrent souvent la laisser aux « consulenti del lavoro ».

17. Le choix du statut : Bureau de liaison, représentant fiscal, établissement stable, succursale ou société ?

L'article 35 D.P.R. du 26 Octobre 1972 n° 633 qui régit la TVA prévoit que « tous les assujettis qui entreprennent l'exercice d'une entreprise, art ou profession sur le territoire de l'Etat ou qui installent sur le même territoire un établissement stable doivent d'ici 30 jours déclarer... »

Voyons ainsi, les différentes formes juridiques que peuvent adopter les sociétés suisses lorsqu'elles souhaitent s'implanter en Italie

2a) Le bureau de liaison est la forme la plus simple qui permet de donner une visibilité à l'entreprise, mais qui empêche d'exercer toute activité commerciale en Italie ; En effet, cette structure a des limites : elle ne pourra embaucher du personnel que pour réaliser toute sorte d'études ou d'activités qui ne seront pas exploitées en Italie. En effet elle pourra seulement par exemple préparer des bons de commandes mais les factures et les contrats devront être signés par la société mère.

Procédures : Faire une simple lettre de domiciliation pour l'INPS et pour l'INAIL compétent (s'il y a des salariés) par le biais de son expert-comptable ou de toute autre personne (physique ou juridique) domicilié en Italie .

Cela dit, le bureau de liaison ne doit ni s'identifier à Pescara pour demander le numéro de la TVA (intracommunautaire), ni s'inscrire au RCS du ressort du bureau de liaison. Il pourra quand même ouvrir un compte postal ou bancaire comme non résident.

2b) La nomination d'un représentant fiscal (voir article 35Ter) Cette procédure est nécessaire et obligatoire pour les sociétés hors union européenne qui exercent une activité en Italie de façon habituelle. Le représentant fiscal doit être domicilié fiscalement en Italie et il est responsable solidairement avec la société qu'il représente pour le paiement de la TVA à l'Etat italien. Par contre, dans le cas d'une demande ponctuelle de remboursement de TVA à Pescara, la société suisse peut le faire directement ou bien par le biais d'un mandataire.

2b1) L'identification directe à Pescara est possible pour les sociétés de l'union européenne et pour les sociétés hors union européenne qui ont un établissement stable (du point de vu de l'article 5 de la convention Suisse – Italie) dans un des pays de l'union européenne et qui exercent une activité en Italie de façon habituelle.

Faites attention, car toutes les fois qu'il y a une demande de remboursement de TVA, il faut d'abord se poser la question si la société qui demande le remboursement de la TVA a ou n'a pas exercé une activité en Italie car la conséquence n'est pas seulement le rejet de la demande de remboursement mais peut entraîner des amendes pour avoir oublié de nommer un représentant fiscal en Italie.

2c) L'établissement stable implique la création d'une entité juridique tel que définie dans la convention Italo-Suisse article 5.

Constitue notamment des établissements stables : un siège de direction, une succursale, un bureau, une usine, un atelier, un chantier de construction ou de montage dont la durée dépasse douze mois, un salarié pour les ventes avec le pouvoir de conclure des contrats en nom et pour le compte de la société elle-même ou bien un agent mono carte .

Les obligations fiscales résultant de l'établissement stable sont les suivantes :

- Liquidation de la TVA selon le régime mensuel ou trimestriel (selon le C.A)
- Acquiescement de la TVA le 16 (du mois suivant ou le 16 du 2^{ème} mois suivant la clôture du trimestre) via le formulaire F24
- Envoi d'une déclaration annuelle des données statistiques (28 février) et une déclaration annuelle récapitulative (31 octobre) (par télé-déclaration).
- Déclaration annuelle des résultats (modèle Unico) (31 octobre par télé-déclaration)

La notion d'établissement stable étant une notion purement fiscale, elle n'implique pas l'immatriculation au RC du ressort de l'établissement stable.

L'établissement stable pourra quand même ouvrir un compte postal ou bancaire comme non résident.

Particularité Italienne de l'Etablissement stable :

- *Concept d'Etablissement stable du point de vue de la TVA* : la notion d'établissement stable est prévue par l'article 7 alinéa 3 DPR 633 de 1972, qui est une notion autonome de celle prévue et définie à l'article 162 du TUIR ainsi qu'à l'article 5 de la convention Italo-Suisse pour ce qui concerne les impôts directs.

Une fois créé l'établissement stable sous la forme d'une entité fiscale autonome du point de vue juridique, cela n'empêche pas la société mère (suisse) de gérer directement des activités en Italie au travers de l'institut de l'auto facturation (« reverse-charge-mechanism ») ou par le biais d'un représentant fiscal qui ne remplace pas mais s'additionne, si besoin, à l'établissement stable.

- *Concept d'Etablissement stable du point de vue de l'embauche des salariés* : Il est possible d'embaucher pour tous types de tâches et de tous les niveaux car il y a une entité fiscalement autonome du point de vue juridique. Les démarches sont simples : faire une lettre de domiciliation pour l'INPS et pour l'INAIL compétent du ressort de l'établissement stable.

Il existe de même la possibilité d'embaucher pour tous types de tâches et de tous les niveaux sans la présence d'un établissement stable : il suffit de faire une lettre de domiciliation pour l'INPS et pour l'INAIL par le biais de son expert-comptable ou de toute autre personne (physique ou juridique) domicilié en Italie.

Nota bene : 1 salarié pour les ventes avec le pouvoir de conclure des contrats en nom et pour le compte de la société elle-même ou bien un agent mono carte = établissement stable.

2d) Le siège secondaire : la succursale représente une structure non autonome (c'est à dire qu'elle est dépendante de la société mère).

Les sociétés étrangères qui établissent sur le territoire de l'Etat italien un siège secondaire avec un caractère de stabilité sont assujetties à la loi italienne (voir les articles 2197 et 2508 du Code Civil) et elles ont l'obligation de s'inscrire au RCS du ressort du lieu d'exercice de l'activité : Il faut ainsi produire les imprimés S1, SE et Int.P.

Le numéro de TVA est attribué par l'Agenzia delle Entrate du ressort du siège secondaire et pour l'embauche des salariés, les dossiers seront envoyés à l'INPS et à l'INAIL du ressort du siège secondaire.

Les obligations fiscales et déclaratives du siège secondaire sont les mêmes que celles prévues au point 2c (modèle Unico) auxquelles il faut rajouter le dépôt des comptes annuels au Greffe du Tribunal de Commerce avant le 30 mai de l'année qui suit la clôture de l'exercice social.

2e) La société à responsabilité limitée (S.R.L.) est l'équivalent de la « S.A.R.L. » suisse, avec un capital minimum de **10.000,00 euros** ; ce sont les sociétés majoritairement utilisées parce que les plus souples, jusqu'à ce qu'elles atteignent la limite pour être soumises à l'obligation de nommer des commissaires aux comptes.

La gestion et l'administration de la société sont assurées, principalement, par un seul gérant, même s'il est prévu la possibilité de nommer un conseil d'administration.

Il existe la possibilité de créer une société à responsabilité limitée avec un associé unique qui prévoit que la responsabilité de l'associé unique reste limité aux montants de ses apports, sauf dans le cas où l'associé unique est, à la fois, l'associé unique de la société qui contrôle cette dernière, ce qui entraîne la responsabilité solidaire des deux sociétés voir plus dans le cas de comblement du passif.

Nota bene : activité de direction et de coordination – Les sociétés qui, en exerçant une activité de direction et de coordination de société, agissent dans leur intérêt exclusif répondent en violation des principes de gestion sociale correcte solidairement avec celui qui a pris part à l'acte préjudiciable mais seulement si les associés eux-mêmes ou les créanciers sociaux de la société objet de l'activité de direction et de coordination n'ont pas été satisfaits de cette dernière. (art 2497 C.C)

La société objet de l'activité de direction et de coordination doit indiquer dans les actes et dans la correspondance quelle est la société qui exerce l'activité de direction et de coordination : elle doit en outre en donner communication, par l'inscription à la section du registre des entreprises (RC).

Nota bene : Siège de direction effective – Sur la base de l'article 73 du TUIR aux fins de l'impôt sur les revenus, sont considérées résidentes les sociétés.....qui ont le siège légal ou le siège administratif.....

Le rapport ministériel du décret 598/73 indique comment la résidence doit être individualisée sur la base de données objectives en relation avec le territoire indépendamment de la classification des entreprises comme nationales, assimilées nationales et étrangères, en admettant pour autant qu'une société, même constituée en Italie, ne soit pas fiscalement résidente en Italie si elle n'a pas en Italie son propre siège légal, d'administration ou bien son objet principal.

En ce qui concerne le siège administratif, il est individualisé avec référence à l'ensemble des actes de formation de la volonté sociale ; Il n'est donc pas important dans cette analyse le critère du domicile, de la nationalité, de la résidence fiscale des gérants, mais le lieu dans lequel ceux-ci se rencontrent et déterminent les directives pour la réalisation de l'activité sociale.

Il en résulte qu'une société qui n'a pas son propre siège légal en Italie mais qui a son propre siège administratif (siège effectif) est cependant considérée fiscalement résidente en Italie et est assujettie à taxation en Italie sur l'ensemble de ses revenus produits dans le monde. (art 73 du TUIR et art 58 du DPR 600/73)

2f) La société par action (S.P.A.) est l'équivalent de la S.A. suisse, avec un capital minimum de **120.000,00 euros**. C'est la forme la plus adaptée pour les grands groupes économiques.

La gestion et l'administration de la société sont assurées, principalement, par un seul gérant, même s'il est prévu la possibilité de nommer un conseil d'administration.

La nomination de commissaires aux comptes est obligatoire.

18. Le siège social.

il est facile (et de coutume) de domicilier sa propre société auprès du cabinet de son « Dottore Commercialista » ou « Ragionere Commercialista »; c'est une pratique très diffusée même pour les petites et moyennes entreprises jusqu'à une certaine taille (PME-PMI).

19. Les démarches administratives et les délais pour l'immatriculation de la société

Après la signature du statut, qui je vous le rappelle doit obligatoirement être faite devant le notaire (par acte public), les délais pour obtenir l'inscription à la Chambre de Commerce sont de deux semaines.

Tout le dossier sera suivi directement par le notaire et il vous incombe seulement la tâche de demander le numéro de TVA (qui sera faite par votre « Dottore Commercialista » ou « Ragionere Commercialista »).

20. Le système comptable.

Le plan comptable italien n'est pas juridiquement engageant ; en effet en examinant celui de différentes sociétés vous trouverez qu'elles ne maintiennent pas la même numérotation des comptes.

Seulement à la fin de l'exercice social, à l'occasion du dépôt des comptes annuels auprès de la Chambre de Commerce, les différents plans comptables sont re-classifiés selon un plan unifié au sens des articles 2424 et 2425 du Code Civil.

Même la présentation graphique de l'annexe n'est pas règlementée et peut être présentée selon un schéma libre tout en tenant compte de ce qui est prévu aux articles 2427 et 2427 bis du Code Civil.

Il faut prévoir l'impression du livre journal, du grand livre et du livre d'inventaire.

Pour la TVA, il faut imprimer au moins deux livres (achats et ventes) ou bien cinq livres dans le cas d'opérations intracommunautaires (achats, ventes, achats UE, ventes UE et récapitulatif)

21. Les impôts.

6a) L'impôt sur les sociétés (IRES)

Il concerne les sociétés suivantes :

- S.p.A., S.r.l., et les SNC qui en ont fait l'option.

Le taux est de 33%

Le paiement de l'IRES : à partir du 20 juin (ou du 20 juillet avec un intérêt de 0,4%) même avec des versements mensuels avec échéances le 16 de chaque mois jusqu'au 16 novembre pour un total de 5 ou 6 versements.

Lorsqu'il y a un déficit du bilan, celui-ci se reporte en avant et il est compensable dans la limite des 5 années successives.

Le déficit des 3 premiers exercices est reportable sans limite de temps.

La rémunération et les contributions sociales des administrateurs sont déductibles du revenu imposable de la société sans distinction entre l'administrateur qui détient la majorité des parts sociales, de celui qui ne les détient pas.

Il est nécessaire que successivement à la constitution de la société (dans le cas où il n'en a pas été fait mention dans le statut), le premier acte de l'assemblée des associés soit celui de régler la position juridique et économique de l'administrateur.

Si l'administrateur, dans le cas d'un Conseil d'Administration, est égalitaire ou minoritaire (avec un maximum de 50% des parts de la société), il peut adhérer au statut du salarié et verser les contributions sociales aux mêmes conditions que ce dernier.

Si l'administrateur, en cas d'absence d'un conseil d'Administration, est majoritaire, il est assujéti aux contributions sociales (maladie et prévoyance) comme s'il s'agit d'un entrepreneur individuel.

Il est pratique courante en Italie que les administrateurs ne soient pas rémunérés surtout lorsque ceux-ci sont majoritaires.

Les critères pour déterminer la non déductibilité fiscale pour certains coûts sont très contraignants et correspondent à des situations de droit et non à des situation de fait ; par exemple : voiture, téléphones portables, logement, avantages en nature de toutes sortes etc.....

6b)La « minimum Tax »

En Italie il existe une sorte de taxe minimum pour les sociétés non opérationnelles. Sont considérées non opérationnelles les sociétés qui n'exercent aucune activité commerciale, et pour tester si la société n'exerce aucune activité commerciale, il faut multiplier l'actif avec un pourcentage qui varie entre 4% pour les immeubles et 15% pour les autres immobilisations et le comparer à son CA réel pour voir s'il est dépassé ou non.

En règle générale, le chiffre d'affaire présumé pour une société immobilière de pure jouissance est de 3% sur la valeur de l'actif.

Ce qui explique que en principe sont frappées par ce mécanisme les sociétés immobilières de pure jouissance même ayant des immeubles à l'étranger .

En tout cas, l'impôt payé à l'étranger est récupéré sur l'impôt de droit interne.

6c)L'IRAP

L'IRAP est l'équivalent de la « taxe professionnelle » suisse.

La base imposable correspond grosso modo au bénéfice fiscal, plus la masse salariale, les intérêts et les frais bancaires.

Le taux standard est de 4,25% (mais aujourd'hui les régions ont la possibilité de modifier ce taux).

6d)L'impôt sur la valeur ajoutée.

Le taux est de 20% (il existe aussi des taux réduits de 10% et de 4%).

Pour les entreprises, soit qui ont une activité de ventes de marchandises soit qui ont une activité de prestations de services, la TVA est due selon les critères des créances acquises et des dettes engagées sauf pour les professionnels qui peuvent opter pour le régime des recettes et des dépenses.

Concernant les prestations de services l'acte n'est imposable qu'à partir de l'encaissement du montant.

Dans tous les cas, il n'y a aucune déclaration de TVA mensuelle ou trimestrielle à remplir mais seulement à la fin de chaque année il est nécessaire d'envoyer une déclaration annuelle des données statistiques et une déclaration annuelle récapitulative (respectivement le 28 février et le 20 juin de l'année suivante).

L'acquittement de la TVA est le 16 du mois suivant ou le 16 du 2^{ème} mois suivant la clôture du trimestre via le formulaire F24.

6e) Demande de remboursement de la TVA.

Demande directe ou par l'intermédiaire d'un mandataire à condition qu'il n'y a pas eu d'activité exercée en Italie.

S'il y a exercice d'une activité en Italie, il y a obligation d'immatriculation selon l'article 35Ter du DPR 633 de 1972.

Dans ce cas là, l'Agenzia delle Entrate compétente est celle du lieu du domicile du représentant fiscal.

6f) Les autres impôts.

Droit (annuel) d'inscription à la Chambre de commerce (avec un minimum de **373,00 euros** pour les S.r.l.).

Impôt (annuel) pour le parage des livres sociaux (**309,87 euros**).

Impôt communal sur les immeubles (I.C.I) (équivalent de l'impôt sur les immeubles) : chaque commune a son propre taux mais généralement il est de 5% sur la valeur locative établie comme définie par le cadastre des immeubles qui généralement est en dessous de la moyenne du marché.

7. Les contributions sociales et les retenues à la source.

Les contributions sociales sont dues essentiellement à l'INPS lequel recouvre la prévoyance de base, les allocations familiales, la sécurité sociale, l'aide économique et la réinsertion pour les chômeurs.

Pour les commerçants et les artisans il est prévu une caisse autonome qui a les mêmes finalités que l'INPS.

Même pour les représentants il est prévu une caisse autonome (ENASARCO) qui a les mêmes finalités que ci-dessus ; la forme de représentant salarié est très rare.

N'oubliez pas qu'en Italie, il existe le mécanisme des retenues à la source sur les salaires qui fait qu'à chaque fois qu'un salaire est négocié, celui-ci est négocié sur le net et non sur le brut (net de retenues fiscales et sociales).

La 13^{ème} mensualité est obligatoire pour tous les travailleurs ; de plus, il est prévu une 14^{ème} mensualités pour la plupart des contrats de travail en plus du TFR.

Le TFR qui constitue un traitement de fin de rapport, est à prévoir obligatoirement aussi bien dans le cas de démission du travailleur que dans le cas de licenciement du travailleur et il est l'équivalent grosso modo d'une mensualité par année de travail.

En cas de licenciement du travailleur pour les entreprises qui n'atteignent pas les 15 salariés, il est prévu une indemnité entre 2 et 6 mois de salaires si la procédure de conciliation entre les parties prévue par la loi n'a pas été activée, ce qui revient grosso modo à donner le même résultat.

En général les augmentations de salaires sont contractées par les associations de travailleurs et les associations patronales au niveau national (tractation collective nationale), au niveau local et au niveau de l'entreprise ; il n'existe pas un mécanisme tel que le Smic français mais il y a quand même l'obligation de respecter le minimum prévu par la tractation collective (nationale, locale, de l'entreprise).

Loi BIAGI

Récemment (2003) pour les travailleurs qui exercent une activité salariée dans un contexte de direction de la part de l'entreprise mais sans être subordonnés entièrement à l'entreprise elle-même, il est prévu la possibilité de rédiger un contrat de travail avec un maximum de flexibilité en matière de taux horaire, de congés, de treizième et quatorzième mensualités, TFR etc..

A la date d'aujourd'hui les charges sociales prévues pour ce type de contrat de travail sont particulièrement alléchantes : environ 19% partie salariale et patronale ensemble à la place d'environ 38% (voir page 14 de la guide pratique pour les italiens qui souhaitent s'installer en Suisse) d'un contrat de travail standard. Le nouveau gouvernement envisage de relever ces charges et de les amener au même niveau que celles du contrat standard.

8. Le paiement des impôts et des contributions sociales. Modalité de paiement.

Le paiement des impôts et des contributions sociales est unifié sur un seul formulaire (F24).

Ce formulaire doit être utilisé par tous les assujettis à l'impôt (société de capitaux, société de personnes, entreprises individuelles et professions libérales) et permet de payer tous types d'impôts et de contributions sociales dus ; il est prévu de plus, la possibilité de compenser automatiquement chaque type de crédit d'impôt ou de contributions sociales jusqu'à un maximum de **516.456,89 euros** sans autorisation préalable de la part du Centre des Impôts (Agenzia delle Entrate).

L'échéance pour payer les impôts et les contributions sociales est unifiée sur tout le territoire national et pour tous les assujettis à l'impôt au 16 de chaque mois, ou au premier jour travaillé suivant si l'échéance tombe sur un jour du week-end.

Le paiement peut être facilement effectué sur la base de trois possibilités :

- Si vous ne disposez pas d'un compte auprès d'une banque italienne, vous pouvez le faire directement à la banque d'Italie avec un virement « transfrontalier » nommé « Target » en faveur de la Banque d'Italie – Trésorerie Centrale de l'Etat en reportant dans la description du virement les références du versement.
- Si vous disposez d'un compte auprès d'une banque italienne, en débitant directement le formulaire F24 sur votre compte.
- Si vous avez préalablement demandé le code d'accès au Centre des impôts, vous pourrez payer directement auprès de l'administration financière en utilisant le nouveau système « on line » même à travers votre cabinet d'expert-comptable ou depuis l'étranger.

9. Le régime fiscal.

Le régime fiscal TVA de toutes les sociétés est de droit mensuel indépendamment du CA.

Toutefois, si pour la vente de marchandises, le chiffre d'affaires ne dépasse pas annuellement les **516.456,89 euros**, les sociétés peuvent opter pour le régime trimestriel et dans ce cas elles devront payer un intérêt non déductible fiscalement à hauteur de 1% de la TVA à verser.

Par le même mode, si pour les prestations de services, le chiffre d'affaires ne dépasse pas annuellement les **309.874,13 euros**, les sociétés peuvent opter pour le régime trimestriel et dans ce cas elles devront payer un intérêt non déductible fiscalement à hauteur de 1% de la TVA à verser.

Il existe un régime forfaitaire pour les petites entreprises (T.P.E) (entreprises individuelles et professionnels).

10. La déclaration annuelle des résultats.

Les formalités pour la déclaration des résultats ont été unifiées (« Modello Unico ») pour tous les types de résultat et pour tous les assujettis à l'impôt.

Pour les entreprises qui sont à l'impôt sur les bénéfices (IRES) leurs résultats sont déclarés sur le formulaire UNICO qui regroupe toutes les diverses formalités déclaratives.

En particulier vous trouverez sur ce formulaire (qui généralement doit être complété avant le 20 juin de chaque année) :

- la déclaration annuelle de TVA,
- la déclaration annuelle des résultats
- la déclaration annuelle des données sociales (770).

11. La transmission des déclarations par voie télématique.

La déclaration UNICO s'effectue en Italie de façon quasi obligatoire par informatique. Seuls les « Dottori Commercialisti » et les « Ragionieri Commercialisti » auxquels il faut ajouter le CAAF (Centre autorisé pour l'assistance fiscale) ont été agréés par les autorités fiscales et sociales à transmettre la déclaration par internet, outre évidemment qui veut le faire en demandant son propre code d'accès.

12. Le contrôle et la vérification fiscale.

Le rôle de l'expert-comptable vis-à-vis du fisc italien :

La politique italienne de contrôle fiscale est basée maintenant depuis un certain temps sur un contrôle instrumental des déclarations envoyées par Internet et confrontées en rapport à la moyenne du secteur qui est établie en tenant compte de l'activité économique exercée, du lieu géographique et de la dimension de la société (études des secteurs) : une telle politique exclue automatiquement le professionnel du rôle actif dans la gestion du contrôle fiscal surtout au regard des très petites entreprises (TPE).

Le « Studi di Settore » s'applique uniquement aux entreprises qui ne dépassent pas 5.164.569 euros de chiffre d'affaires.

De fait le principe du contrôle fiscal direct est réduit en Italie et se concentre quasi exclusivement sur les grandes entreprises.

Le principe, l'ampleur et la fréquence du contrôle fiscal est pratiquement inconnu en Italie au moins pour les petites entreprises.

La tendance est celle d'une collaboration du contribuable par rapport au fisc et d'une diminution progressive des sanctions (jusqu'à une complète annulation de celles-ci si l'erreur de la part du contribuable n'a pas généré une diminution de l'impôt versé).

Cette tendance a été complétée par l'adoption d'un mécanisme de sanctions mineures dénommées « ravvedimento operoso » (auto repentance et paiement de la sanction par le contribuable lui-même sur le formulaire F24).

De plus, dernièrement tous les 10 ans, l'administration fiscale italienne prévoit une sorte d'amnistie fiscale généralisée (dénommée Condono). Avec le paiement d'un pourcentage sur l'impôt qui aurait été précédemment payé au fisc, sont soldés ainsi toutes les prétentions de ce dernier et les contribuables ne risquent plus aucun contrôle fiscal.

13. Black List (article 110 TUIR alinea 7,10 et 11)

Conditions de fond :

Le décret Ministériel du 23/01/2002 a établi la liste des pays et des types de sociétés qui ne permettent pas la déductibilité des frais engagés.

Concernant la suisse, les sociétés en question sont les sociétés « Holding », « Auxiliaires », et de « Domiciliation », sociétés non soumises aux impôts cantonaux et communaux.

La condition pour que les frais engagés envers ces types de sociétés soient déductibles est qu'ils correspondent à un intérêt économique effectif, que les opérations aient effectivement eu lieu et que les entreprises étrangères effectuent normalement une activité économique effective.

La charge de la preuve tombe sur l'entreprise italienne de pouvoir le démontrer le cas échéant sur demande de l'administration financière.

Conditions de forme :

Le contribuable italien (ex : sociétés de capitaux) doit remplir la case F34 du modèle « UNICO » pour réintégrer la charge et la case F24 du même modèle « UNICO » pour pouvoir la déduire.

14. « Elusione fiscale » ou Pays à basse fiscalité

Une ultérieure obligation pour les sociétés « Holding » « Auxiliaires » « Domiciliation » est prévue en France et en Italie sur la base de l'article 209-b du CGI et des articles 167 et 168 du TUIR par le biais de l'article 9 de la Convention contre les doubles impositions Italo-suisse et Franco-Suisse.

Ces différents articles frappent en particulier les participations détenues par les sociétés mères françaises et italiennes dans des sociétés de droit suisse telles que les sociétés susmentionnées.

En règle générale, ce sont les sociétés qui, sur la base de la convention OCSE, sont appelées C.F.C (Companies Foreign Controlled). En particulier pour la France, ce sont les sociétés détenues à l'étranger avec une participation supérieure à 25%, tandis qu'en Italie, l'application de la norme fait un renvoi à l'article 2359 du C.C italien.

Sur la base de la nombreuse jurisprudence française en la matière (par exemple : Tribunal administratif de Poitiers du 25/02/1999 ; Tribunal administratif de Strasbourg du 12/12/1996 ; Tribunal administratif de Paris du 21/11/1995), si la condition d'indépendance, d'activité effective, etc... n'est pas avérée, les revenus déclarés en Suisse et soumis à une basse fiscalité, sont automatiquement basculés sur les revenus de la société mère.

15. Condition de réciprocité

Les sociétés de capitaux :

- S.p.A. : est vérifié la condition de réciprocité sauf en cas d'administrateur unique.
- S.r.l. : est vérifié la condition de réciprocité à condition qu'un des administrateurs soit domicilié en Italie.

Nota bene : les conditions de réciprocité établissent pour les personnes physiques que, pour une résidence secondaire, les suisses ne peuvent acheter en Italie qu'une superficie non supérieure à 200m² et que concernant les terrains annexes à la résidence secondaire ceux-ci ne peuvent pas dépasser 1000m² .

Légende

Agenzia delle Entrate : regroupe les différents bureaux de la TVA et des impôts

IRES : équivalent de l'Impôt sur les bénéfices

IRE : équivalent de l'Impôt sur le revenu

Testo Unico : équivalent de la loi sur la TVA et du Code des Obligations

SPA : Société par actions équivalent de la SA

SRL : Société à responsabilité limitée équivalent de la SARL

TPE : petites entreprises avec un chiffre d'affaires inférieur à 5.164.568,90 euros (art.55 du Testo Unico)

Codice Civile : équivalent du Code Civil et du code des Obligations

Les adresses à consulter

- www.finanze.it
- www.agenziaentrate.it

**REALISE PAR LE CABINET MAURO MICHELINI
MILAN – NICE - GENEVE**

**Mauro MICHELINI
Claire JOUSSEAUME
Miriam RODELLA**

Mauro Michelini obtient en 1980 sa maîtrise en Economie auprès de l'Université d'Etudes de Bologne. En 1982 obtient l'habilitation professionnelle à l'exercice de la profession d'expert-comptable en Italie. Ainsi, il débute son parcours professionnel à Bologne. Il est actuellement inscrit à l'Ordre des experts-comptables de Milan et inscrit sur le registre des commissaires aux comptes en Italie depuis 1996. Depuis 1997 il est Expert auprès du Tribunal de Milan pour les opérations extraordinaires. Depuis 1998 il obtient en France l'équivalence professionnelle d'expert-comptable, en s'inscrivant à l'Ordre des Experts-comptables de Marseille. En 2004, le Diplôme Fédéral d'expert-comptable en Suisse lui est attribué. En 2005 auprès du « Ministero Pubblico di Lugano » il est nommé Expert en matière financière ; il est inscrit auprès du Tribunal de première instance de Genève et auprès du « Tribunale Cantonal de Lausanne en qualité d'expert.

Spécialisé dans les questions transfrontalières franco-suisse-italiennes, il exerce son activité de conseil , auprès de ses cabinets de Milan et de Nice.